

## Colombie-Britannique : horizon\* 2020–2021

### GRÂCE AUX GRANDS PROJETS ET AUX GAINS DE POPULATION, LA PROVINCE EST APPELÉE À RESTER EN TÊTE

Nous continuons de nous attendre à ce que la Colombie-Britannique mène les provinces pour la création d'emplois en 2019 et en 2020, puis pour la croissance économique en 2020. L'entreprise LNG Canada à Kitimat devrait hausser l'essor de cette province sur tout l'horizon prévisionnel. L'activité devrait culminer en 2021, de concert avec les plans de projets et les estimations sectorielles des profils de dépenses en immobilisations pour les entreprises qui ont un calendrier comparable. Toutefois, la contribution la plus importante à la croissance de la Colombie-Britannique par rapport à nos prévisions de base intervient l'an prochain, grâce à la plus forte hausse annuelle des dépenses en immobilisations entre 2019 et 2020. Le barrage du site C, le projet de remplacement du pont Pattullo et l'agrandissement des aéroports de Vancouver, de Victoria et d'Abbotsford font partie des autres projets qui devraient étayer la croissance économique de cette province.

La croissance de la population est toujours aussi stable en Colombie-Britannique depuis notre dernier compte rendu prévisionnel trimestriel. De concert avec la hausse du nombre de nouveaux arrivants et du nombre net de résidents non permanents, la migration interprovinciale nette a suivi une orientation à la hausse dans les trois trimestres qui précèdent le 1<sup>er</sup> juillet 2019. Comme dans d'autres régions du pays, la croissance s'est concentrée dans les plus grandes villes. À Vancouver, la population des 15 ans et plus a gagné 1,9 % sur un an en août et en septembre 2019, après avoir crû d'à peine 1,4 % par an en 2017-2018; dans le même temps, Victoria et Abbotsford ont récemment observé leurs plus fortes hausses mensuelles sur un an dans les annales (graphique).

Le marché du logement est redevenu plus vigoureux, ce qui est la conséquence logique de la création d'emplois et des gains de population supérieurs à la tendance. Après des baisses prononcées des achats de logements existants — en raison de la hausse des taux d'intérêt et de l'ensemble des mesures officielles fédérales et provinciales —, les ventes de logements de Vancouver ont augmenté d'environ 25 % dans deux des quatre derniers mois. Puisque les solides facteurs de la demande sont appelés à étayer la constitution des ménages et la croissance des revenus dans les prochaines années, nous nous attendons à ce que les ventes de logements reprennent leur élan et refassent monter les prix. L'activité de construction de logements devrait également rester stable dans le Sud de la Colombie-Britannique, en raison des contraintes imposées par des facteurs comme la hausse des coûts des matériaux, les restrictions dans le bâtiment et les pénuries de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction de cette province.

Les perspectives pour le secteur exportateur de la Colombie-Britannique continuent d'être dominées par les risques de baisse, notamment les droits de douane sur l'importation du bois d'œuvre résineux à destination des États-Unis, les limites dans la production de bois d'œuvre dans la foulée de l'infestation de dendroctones du pin argenté et des violents incendies de forêt qui se sont produits dans chacune des deux dernières années, ainsi que les tensions diplomatiques chroniques entre le Canada et la Chine.

Dans son compte rendu financier pour le premier trimestre de l'EF 20, la Colombie-Britannique prévoit toujours d'importants surplus dans les trois prochains exercices financiers. Ces surplus paraissent assurés : le gouvernement provincial prévoit d'importantes réserves dans son plan directeur et reste fidèle à sa pratique de longue date qui consiste à planifier une croissance économique inférieure à la moyenne prévue pour le secteur privé. La dette financée par les contribuables en pourcentage du PIB est toujours appelée à augmenter légèrement sur l'horizon prévisionnel, en raison des niveaux sans précédent de l'investissement planifié dans les infrastructures immobilisées. Or, ce rythme devrait continuer de s'inscrire dans l'une des trajectoires les plus discrètes parmi les provinces et suit un parcours baissier dans la foulée d'excédents plus importants qu'escompté dans l'EF 19. Ces facteurs ont récemment amené une agence de notation à confirmer la note AAA — la meilleure note qui soit — pour le crédit de cette province.

## RENSEIGNEMENTS

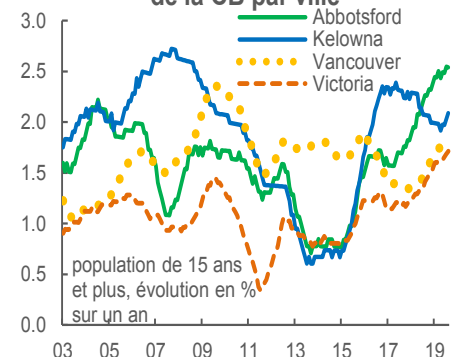
Marc Desormeaux, économiste, Provinces  
416.866.4733  
Études économiques de la Banque Scotia  
marc.desormeaux@scotiabank.com

### Colombie-Britannique variation en %, sauf indication contraire

Conjoncture économique	18e	19p	20p	21p
PIB réel	2,4	2,2	2,8	2,4
PIB nominal	4,4	4,4	5,4	5,1
Emploi	1,1	3,0	1,5	1,3
Taux de chômage en %	4,7	4,6	4,8	4,9
Mises en chantier de logements en milliers	41	44	37	32
Situation budgétaire*	EF 19	EF 20	EF 21	
Solde budgétaire, en % du PIB	0,5	0,1	0,1	
Dette nette, en % du PIB	14,3	14,8	15,3	

\*Prévision du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia.  
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL, ministère des Finances de la Colombie-Britannique.

### Croissance de la population de la CB par ville



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada.

\*Sauf indication contraire, les chiffres sont exprimés en dollars canadiens. Données finalisées le 9 octobre 2019.

**Tableau des prévisions provinciales : synthèse**

	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)										
PIB réel	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC
2000–18	2,1	2,4	1,8	1,3	1,2	1,8	2,0	2,3	2,0	2,8	2,7
2018e	1,9	-2,7	2,6	1,2	0,1	2,5	2,3	1,3	1,6	2,3	2,4
2019p	1,6	2,0	2,1	1,3	0,6	2,4	1,7	1,4	1,3	0,5	2,2
2020p	1,8	0,6	1,9	1,3	0,8	1,6	1,7	1,5	1,5	2,4	2,8
2021p	1,9	0,8	1,8	1,1	0,7	1,6	1,6	1,5	1,7	2,7	2,4
PIB nominal											
2000–18	4,3	5,6	4,2	3,3	3,4	3,7	3,9	4,4	5,4	5,9	4,7
2018e	3,6	0,5	4,6	3,2	1,9	4,2	3,5	3,1	3,8	4,5	4,4
2019p	3,2	3,5	4,1	3,0	2,2	3,7	3,3	3,4	3,4	1,9	4,4
2020p	3,8	2,9	3,9	3,2	2,4	3,3	3,4	3,3	3,8	4,5	5,4
2021p	4,3	3,7	3,8	2,8	2,1	3,6	3,9	3,3	4,5	5,7	5,1
Emploi											
2000–18	1,4	0,6	1,1	0,6	0,4	1,3	1,3	1,0	1,1	2,2	1,5
2018	1,3	0,5	3,0	1,5	0,3	0,9	1,6	0,6	0,4	1,9	1,1
2019p	2,1	1,1	1,8	2,2	0,6	1,6	2,6	1,2	1,7	0,8	3,0
2020p	1,0	0,0	0,8	0,3	0,2	0,8	1,2	0,6	0,7	1,0	1,5
2021p	1,0	-0,1	0,6	0,1	0,2	0,8	1,0	0,6	0,6	1,2	1,3
Taux de chômage (%)											
2000–18	7,1	14,3	11,1	8,8	9,5	7,9	7,0	5,1	5,0	5,3	6,5
2018	5,8	13,8	9,4	7,6	8,0	5,5	5,6	6,0	6,1	6,6	4,7
2019p	5,7	12,1	8,9	6,8	8,1	5,2	5,6	5,4	5,4	6,8	4,6
2020p	5,9	12,1	9,0	6,8	8,1	5,4	5,8	5,5	5,5	6,9	4,8
2021p	5,9	12,0	9,1	6,9	8,0	5,5	5,8	5,6	5,4	6,8	4,9
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)											
2000–18	200	2,5	0,8	4,3	3,4	44	72	5,2	5,2	34	29
2018	213	1,1	1,1	4,8	2,3	47	79	7,4	3,6	26	41
2019p	210	0,9	1,1	4,6	2,8	49	71	6,8	2,5	27	44
2020p	206	1,3	1,1	4,2	2,4	46	76	6,0	3,3	30	37
2021p	202	1,1	1,0	4,2	2,4	44	78	6,0	3,7	31	32
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)											
2000–18	1 674	29	6	48	38	415	646	48	45	217	182
2018	1 984	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217
2019p	1 935	31	9	51	39	448	810	60	49	223	215
2020p	1 915	26	7	50	38	435	805	58	50	227	219
2021p	1 915	26	7	47	36	435	805	58	51	231	219
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)											
2018	-18 961	-911	1	230	67	2 622	-3 672	-695	-303	-8 023	301
2019e	-14 000	-522	14	120	5	2 500	-7 435	-470	-268	-6 711	1 535
2020p*	-19 800	-575	2	31	38	0	-10 252	-360	26	-7 912	179

\* Le solde budgétaire de T.-N.-L. en 2020 ne tient pas compte d'une hausse ponctuelle des revenus découlant de l'incidence de l'Accord atlantique. Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

**Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.**

<sup>MD</sup> Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.